

**Succès durables et réduction de la pertinence
régionale des partis régionalistes.
Le cas de l'Union Valdôtaine.**

Première version

Maxime Bottel
Observatoire de la vie politique régionale (OVPR)
Centre de recherche sur l'action politique (CRAPUL)
Institut d'études politiques, historiques et internationales (IEPHI)
Université de Lausanne

Septième Congrès triennal de l'Association belge francophone de science politique
Mons, 3 – 4 avril 2017

Succès durables et réduction de la pertinence régionale des partis régionalistes.

Le cas de l'Union Valdôtaine.

1. Introduction : les partis régionalistes entre succès et insuccès

Pendant les années 1960 et 1970, les partis politiques régionalistes ont été largement considérés comme des « perdants ». Cette vision a commencé à être remise en cause aussi bien d'un point de vue théorique (Seiler 1982) que méthodologique (Urwin 1983) à partir des années 1980. Lors des décennies suivantes, plusieurs chercheurs ont souligné que les partis régionalistes, comme les autres types/familles de partis, étaient à même d'obtenir des succès dans leur région (De Winter and Türsan 1998). En outre, certains de ces partis avaient aussi mené la transition *from protest to power*, notamment à l'échelle régionale (Elias and Tronconi 2011a).

Le succès est donc devenu un objet de recherche consolidé de la littérature consacrée aux acteurs politiques régionalistes (Lublin 2014). Les contributions peuvent être regroupées autour de deux axes. D'une part, nous avons celles visant à analyser principalement les facteurs ayant permis aux partis régionalistes d'avoir des succès (De Winter and Türsan 1998; Mazzoleni and Mueller 2016). D'autre part, nous avons les analyses s'intéressant essentiellement aux raisons qui expliqueraient leurs insuccès. Parmi ces recherches nous pouvons distinguer celles qui se sont principalement focalisées sur les partis régionalistes capables d'accéder au gouvernement (Deschouwer 2008). Certains auteurs, en considérant les régionalistes comme n'importe quel parti, ont souligné que leur insuccès serait dû au fait qu'ils n'ont pas réussi à surmonter les *trade-off* lié à l'accès au gouvernement (Elias and Tronconi 2011b). D'autres auteurs, par contre, ont insisté sur le fait que les partis régionalistes dans certaines conditions seraient les victimes de leur propre succès (indirects) en perdant leur raison d'être et leurs traits distinctifs, comme dans le cas belge (Haute and Pilet 2006; Deschouwer 2009). Au contraire, d'autres recherches ont analysé les partis régionalistes marqués par des insuccès qu'on pourrait qualifier de chroniques ou durables. Par exemple, Hepburn (2009) dans son analyse du *Partito Sardo d'Azione* (Parti Sarde d'Action) affirme que les insuccès du parti seraient liés aussi bien à son incohérence idéologique qu'aux transformations du système de partis italien intervenues pendant les années 1990.

Ces analyses présentent deux limites principales. La première est d'ordre analytique. En effet, bien que certains efforts de conceptualisation aient été faits (cf. par ex. Hepburn 2009), le concept d'insuccès est déduit de celui de succès, lequel à son tour est très souvent considéré uniquement en termes électoraux (Deschouwer 2009). En outre, parfois on a l'impression que les deux concepts constitueraient une dichotomie (Masseti and Schakel 2013) en nous empêchant de considérer la possibilité de l'existence d'états intermédiaires.

La deuxième limite concerne la sélection des cas d'études. Les analyses se focalisent sur des partis régionalistes ayant eu des insuccès plus ou moins « chroniques » (ex Parti Sarde d'Action) ou bien sur des partis ayant connu des insuccès après avoir été à même d'obtenir des succès indirects, voir à nouveau le cas belge. Les partis régionalistes caractérisés par des succès durables notamment à l'échelle régionale ont été largement négligés et donc on sait pas vraiment si des succès durables assurent une pertinence, *relevance* au sens de Sartori (2011), stable. Afin de combler ces lacunes, nous proposons de comprendre dans quelle mesure la diminution de la pertinence régionale¹ d'un parti régionaliste caractérisé par des succès durables s'enchevêtre avec la remise en question de sa capacité de rétribution.

Pour ce faire, nous suivrons deux étapes. En premier lieu, il est important d'articuler davantage le concept d'insuccès. Avant tout, afin de dépasser une vision éminemment électoraliste du phénomène, nous considérerons le succès comme la capacité d'un parti politique d'acquérir un rôle politique pertinent dans l'arène électorale, législative et gouvernementale (Mazzoleni and Mueller 2016, 7). Les succès d'un parti ne concernent donc pas exclusivement les élections, mais également l'occupation de postes au sein des institutions politico-administratives et la fabrication de politiques publiques. Selon les configurations institutionnelles les trois types de succès pourraient permettre à un parti d'acquérir une pertinence électorale, législative ou bien gouvernementale ou exécutive². Par exemple, la pertinence électorale est liée au succès électoral et très souvent elle est une condition nécessaire pour les deux autres types de succès.

Il est important de souligner que le maintien de la pertinence acquise à l'aide de succès n'est pas automatique. Au contraire, le maintien de la pertinence est étroitement lié à la capacité de rétribution du parti (Gaxie 1977; 2005). Un parti doit donc être à même de rétribuer ses

¹ La pertinence ou *relevance* régionale ou sous-nationale représente un type possible de pertinence (Bogaards and Boucek 2010).

² Pour identifier ces trois types de pertinence nous nous sommes inspirés de la distinction proposée par Françoise Boucek (2012) concernant la *dominance*, laquelle peut être considérée comme un cas particulier de pertinence.

membres (aussi bien ses dirigeants que ses militants) avec des postes de pouvoir, rétributions monétaires, des emplois (patronage), des causes (Gaxie 1977, 124). En outre, il doit également rétribuer ses électeurs avec des politiques publiques distributives, redistributives, régulateurs ou constitutives (Lowi 1972). La configuration de rétributions (individuelles ou collectives, matérielles ou symboliques, etc.) nécessaire pour maintenir la pertinence partisane n'est pas casuelle. Au contraire, elle est structurée par le lien électeurs – partis – institutions prédominant au sein d'un champ politique donné. Ce lien va structurer dans quelle mesure la compétition sera programmatique et clientélaire (Kitschelt and Wilkinson 2007). Tout cela est lié à l'enchevêtrement de la trajectoire des institutions politico administratives et du champ politique au sein d'une périphérie avec la sociogenèse partisane. En deuxième lieu, en mobilisant notre cadre théorique nous analyserons la trajectoire de l'Union Valdôtaine (UV) en nous appuyant sur le corpus de données primaires et secondaires collectées au sein d'archives (partisans, journalistiques et des institutions régionales) et sur le champ (entretiens et observations)³. En effet, ce parti régionaliste italien représente un cas d'étude intéressant parce que sa trajectoire a été marquée d'une part par des succès durables et d'autre part par une variabilité de la pertinence acquise à l'aide de succès.

2. Succès et insuccès : une dichotomie à dépasser

La définition d'insuccès politique est considérée comme la négation du succès. Nous pouvons en effet constater que plusieurs auteurs en suivant cette logique considèrent l'insuccès comme l'absence de succès électoral (Hepburn 2009). Cette conceptualisation de l'insuccès présente deux limites principales.

En premier lieu, comme nous avons vu dans l'introduction, cette vision fortement électoraliste est en même temps limitée et limitante. En deuxième lieu, l'usage de la logique de négation risque de nous faire appréhender le couple succès – insuccès comme une dichotomie en nous empêchant de saisir les degrés intermédiaires. Afin de dépasser ces limites, nous introduirons deux changements.

Avant tout, en suivant l'aggiornamento proposé par Mazzoleni et Mueller (2016) nous allons insister sur les liens entre insuccès et pertinence, la *relevance* au sens de Sartori (2011). L'insuccès d'un parti peut donc être défini comme la réduction de la pertinence acquise

³ Elles ont été menées entre janvier et août 2012.

précédemment, par exemple lors d'une ou plusieurs législatures, par les biais de succès électoraux, gouvernementaux et dans les politiques publiques (Mazzoleni and Mueller 2016). Pour surmonter une vision trop dichotomique, nous proposons de considérer le succès et l'insuccès comme deux pôles extrêmes d'un continuum. Le succès représente la pertinence⁴ acquise par un parti au temps t_1 . L'insuccès représente au contraire la perte de l'entière pertinence partisane acquise en précédente (t_1). Entre ces deux pôles, nous pouvons situer les diminutions de la pertinence qui sont plus grandes de zéro.

Les diminutions de la pertinence peuvent être caractérisées par différentes configurations. Pour les identifier, nous ne pouvons pas nous limiter notre analyse aux changements de la pertinence moyenne d'un parti, mais reconstruire la trajectoire de chacune de ses trois dimensions (électorale, législative et exécutive). Tout cela nous permet de comprendre quelles dimensions sont concernées par la réduction. À ce propos, nous pouvons distinguer les diminutions unidimensionnelles, lesquelles intéressent uniquement une des trois dimensions de la pertinence, et les diminutions multidimensionnelles, dans ce cas la baisse touche deux ou trois dimensions. Les processus de diminutions sont donc marqués aussi bien par une intensité qu'une extension (une ou trois dimensions) très variable de la diminution de la pertinence. Ces éléments nous permettent également de considérer l'insuccès comme un cas extrême de réduction de la pertinence qui intéresse une ou bien toutes les trois dimensions en même temps. Il est important de souligner que selon les configurations institutionnelles, la diminution ou la perte de la pertinence électorale pourrait déclencher de manière plus au moins directe la diminution ou la perte des deux autres dimensions (par ex. Plaid Cymru 2007 – 2011). En outre, la diminution de la pertinence électorale pourrait également provoquer la perte de celle législative ou exécutive ou des deux (par ex. Ligue Nord VDA 1993 – 1998).

Jusqu'à présent, nous nous sommes concentrés sur l'articulation du concept d'insuccès. Pour ce faire, nous avons considéré implicitement ce phénomène en tant que processus ayant aussi bien une intensité qu'une extension variable.

Il est important de souligner que la perte et le déclin de la pertinence moyenne ou des dimensions peuvent également avoir une durée variable. En effet, les processus pourraient concerner la trajectoire d'un parti temporairement ou bien durablement (par ex. Südtiroler

⁴ Quand nous utilisons pertinence sans préciser de quel type il s'agit, nous faisons référence à la pertinence moyenne laquelle correspond à la moyenne pondérée des trois types de pertinence qu'un parti pourrait acquérir.

Volkspartei - SVP 1988 – 2013). En outre, un processus de diminution durable pourrait se conclure avec la perte de la pertinence partisane (par ex. Rassemblement Wallon 1971 – 1985).

Jusqu'ici, nous avons considéré la pertinence comme étant multidimensionnelle, mais uniquement au sein d'un même échelon politique. En effet, notre but est d'analyser exclusivement les processus de réduction de la pertinence partisane régionale, notamment des acteurs régionalistes. Cependant, les partis politiques régionalistes, comme n'importe quel type de parti, sont impliqués dans des compétitions politiques multiniveaux (Dettebeck 2012). Pour cette raison, leur degré de pertinence varie en fonction de l'échelle considérée. De plus, les divers processus de réduction que nous venons de présenter pourraient concerner à la fois la pertinence locale, laquelle très souvent est négligée, régionale, nationale et supranationale (UE) ou bien uniquement certaine de ces échelles (par ex. Plaid Cymru et SVP).

Après cette discussion visant à clarifier le concept d'insuccès, ses dimensions et leurs configurations, dans la prochaine section nous nous pencherons sur les explications des processus de réduction de la pertinence.

3. Succès durables et diminution de la pertinence régionale

Les recherches portant sur des partis politiques régionalistes ayant aussi bien des succès qu'une pertinence durable ne sont pas très répandues. Pour cette raison, afin d'analyser les liens entre succès durables et remise en question de la capacité de rétribution partisane nous allons nous appuyer sur la littérature consacrée aux partis dominants, lesquels représentent un cas extrême de pertinence durable.

Nous avons vu précédemment que le maintien de la pertinence régionale d'un parti régionaliste est étroitement imbriqué aussi bien avec sa capacité de rétribution qu'avec les succès qu'il remporte. Des succès durables permettent le maintien (ou bien l'augmentation) de la pertinence acquise en précédence en satisfaisant dans le temps les attentes de rétributions des membres et des électeurs du parti. Nous pouvons donc penser qu'une capacité de rétribution stable va favoriser la loyauté de ces acteurs.

Au contraire, son instabilité pourrait réduire leur loyauté (*loyalty*) en augmentant les chances de prise de parole (*voice*) et de défection (*exit*) (Hirschman 1970) ou de cas de figure intermédiaires (Bennani-Chraïbi 2010). En suivant notre perspective analytique, nous

sommes donc persuadés que la remise en question de la capacité de rétribution contribuerait à affaiblir aussi bien les succès que la pertinence caractérisant la trajectoire d'un parti régionaliste de gouvernement. Dans les prochains paragraphes, nous présenterons les principaux facteurs susceptibles d'altérer la capacité de rétribution partisane.

Avant tout, la capacité de rétribution d'un parti régionaliste caractérisé par une pertinence durable est liée à son accès facilité, voire privilégié, aux ressources publiques (Greene 2007). Si les ressources mobilisables par le parti sont stables, il sera à même de satisfaire en large mesure les attentes de ses membres et électeurs à l'aide de rétributions aussi bien collectives qu'individuelles en fonction du type de compétition prédominant. Au contraire, une diminution de ressources pourrait affaiblir sa capacité de rétribution en faisant monter l'insatisfaction parmi les membres et les électeurs du parti.

Les recherches sur la dominance sont centrées principalement sur celle nationale. Pour cette raison, les auteurs focalisent leur regard essentiellement sur les ressources de l'état-central. Évidemment, elles ne sont pas invariables. Leur disponibilité et leur usage sont influencés par la trajectoire de l'état (Greene 2007, 3).

Cependant, vu que notre but est d'analyser la pertinence régionale, nous devons déplacer notre regard des institutions centrales à celles périphériques. Ces dernières sont marquées par un degré variable d'autonomie (cf. par exemple Keating 1992; Swenden 2006) lequel influence considérablement aussi bien la disponibilité/stock que l'usage de ressources publiques. L'autonomie des institutions territoriales concerne avant tout le degré de *self-rule* qui les caractérise (Loughlin 2000). Plus précisément : « *Regional self-rule is the capacity of a regional government to exercise authority autonomously over those who live in its territory.* » (Hooghe, Marks, and Schakel 2010). En d'autres termes, il s'agit du pouvoir formel des institutions politico-administratives sous-nationales. L'acquisition de ce pouvoir peut être le résultat de processus de décentralisation aussi bien *top-down* que *bottom-up* (Keating 2000). Normalement, les compétences des gouvernements régionaux peuvent être plus au moins étendues en raison du degré de décentralisation de la configuration étatique (Mueller 2015).⁵

Cependant, plusieurs auteurs (cf. par exemple Hooghe, Marks, and Schakel 2010, 5) nous invitent à ne pas tomber dans le piège d'un « juridisme naïf » en considérant l'autonomie

⁵ Pour appréhender cette dimension de l'autonomie, nous pouvons nous appuyer sur les indicateurs concernant le *self-rule* du *Regional Authority Index* (RAI) élaboré par Hooghe, Marks, and Schakel (2010).

formelle des institutions périphériques comme automatiquement substantielle ou bien matérielle. Autrement dit, la délégation ou le transfert de compétences du centre de pouvoir de l'État aux institutions territoriales ne comporte pas forcément un transfert de ressources nécessaires pour leur mise en œuvre. Pour cette raison, il est très important d'analyser à la fois les deux dimensions de l'autonomie.

Le degré d'autonomie régionale n'est pas stable, mais lié à la trajectoire des institutions sous-nationales. Des changements aussi bien endogènes qu'exogènes ou leur enchevêtrement pourraient réduire l'autonomie d'une région en provoquant donc une limitation de ses ressources. En particulier, nous pouvons identifier deux types de changements qui très souvent sont imbriqués. La diminution du stock des ressources, par exemple suite à une crise économique ou à une réforme fiscale, et l'émergence de nouvelles contraintes modifiant l'usage des ressources disponibles, par exemple un changement de paradigme de politiques publiques imposé par le centre. Ces éléments pourraient favoriser le mécontentement des membres (par ex. moins de ressources comportant une baisse des salaires des élus), mais aussi des électeurs (par ex. si le parti remplace son agenda principalement distributif avec des politiques d'austérité).

L'analyse des ressources nous permet donc de saisir l'impact de facteurs externes (détérioration du stock des ressources et émergence de nouvelles contraintes limitant leur usage) sur la capacité de rétribution d'un parti. Cependant, il ne s'agit pas du seul facteur susceptible de remettre en cause la pertinence durable d'un parti. En effet, « The intraparty dimension of competition is a critical factor in the emergence, persistence and decline of dominant [*and relevant] parties. Parties that maintain harmony are more likely in the long run to stay in power than parties that don't » (Boucek 2012, 4).

Boucek (2012, 38) affirme que la stabilité de la cohésion interne au sein d'un parti durablement pertinent est plus fragile parce que ces partis sont un aimant aussi bien pour les aspirants professionnels de la politique que pour les carriéristes en augmentant la compétitivité interne. En outre, leur hétérogénéité idéologique augmente les chances de polarisation. Enfin, un accès relativement plus stable aux postes de pouvoir risque d'altérer les équilibres entre objectifs collectifs et individuels, notamment des carriéristes.

Ces éléments sont donc susceptibles d'influencer les dynamiques intra-partisanes. Plus précisément, les interactions au sein du parti peuvent être caractérisées par le factionnalisme coopératif, compétitif ou dégénératif (Boucek 2009, 469–478). La prédominance des deux premiers types contribuerait à augmenter aussi bien la cohésion que la démocratie interne en

renforçant et stabilisant la loyauté partisane. En effet, ces deux cas de figure sont caractérisés par une distribution de postes (au sein du parti et au sein des institutions) et de ressources entre les factions en suivant des règles plus au moins formalisées et partagées, par exemple le nombre de délégués ou des voix récoltées.

Au contraire, le troisième type pourrait favoriser davantage l'insatisfaction de certains membres du parti et leur défection parce que les factions essaieraient de monopoliser les postes et les ressources en excluant leurs adversaires. Tout cela va donc d'une part renforcer la loyauté factionnelle, notamment celle des factions dominantes, et d'autre part favoriser la prise de parole et la défection des membres des factions qui sont progressivement marginalisées. Le choix de la défection pourrait concerner uniquement la faction ou bien le parti. Dans le premier cas, les membres insatisfaits de leur faction intégreront la faction dominante. Dans le deuxième cas, les membres marginalisés resteront loyaux aux leaders de leur faction et les suivront dans leur sortie du parti qui pourrait donner lieu à l'émergence d'un nouveau compétiteur régionaliste au sein du champ politique. Ce dernier pourrait donc également favoriser la défection de certains des électeurs du parti déçus par la diminution ou bien le manque de leurs rétributions.

La baisse de l'autonomie des institutions régionales et le type de dynamiques intra-partisanes pourraient donc affaiblir la capacité de rétribution d'un parti en déclenchant la réduction de sa pertinence. Pour cette raison, nous proposons d'ajouter un autre élément à notre grille analytique. En effet, si nous revenons au cas des partis des partis régionalistes marqués par des succès durables nous pouvons constater que pour des raisons aussi bien institutionnelles que stratégiques ils n'ont presque jamais gouverné seuls, mais en constituant une coalition (par ex. SVP au Tyrol du Sud). Pour cette raison, le maintien de la pertinence partisane pourrait également être remis en cause par des changements concernant les dynamiques inter-partisanes, notamment celles avec les principaux partenaires de coalition. À la différence des deux facteurs présentés précédemment, celui-ci pourrait affaiblir la capacité de rétribution partisane sur la longue période (par ex. suite à une exclusion prolongée du gouvernement).

La loyauté au sein d'une coalition est fortement influencée par la satisfaction des attentes de rétribution de ses membres, par exemple le nombre et le type de postes de gouvernement occupés. La stabilité prolongée d'une coalition va contribuer à institutionnaliser les rapports de force entre les partenaires. Dans le cas qui nous intéresse, en raison de sa pertinence durable un parti régionaliste a constamment le rôle de membre le plus influant de la

coalition. Les autres partis, qui sont caractérisés par une moindre *pertinence*, ont donc un statut de partenaire minoritaire. Cela signifie que ce statut/rôle permet à ces partis d'atteindre leur but principal (Müller and Strøm 1999). Cependant, certains événements, comme un changement de leadership et de la faction dominante des partenaires de coalition, pourraient modifier aussi bien leurs stratégies que leur but principal (Harmel and Janda 1994, 266–267). Tout cela pourrait donc modifier la loyauté d'un parti à l'égard de ses partenaires. Par exemple, un changement de l'élite partisane pourrait modifier les ambitions de ses dirigeants en les rendant de plus en plus insatisfaits de leur rôle et de leurs rétributions au sein de la coalition gouvernementale. Ces éléments pourraient donc favoriser la défection de la coalition de gouvernement en constituant une nouvelle alliance afin d'exclure leurs anciens partenaires des postes de pouvoir pour mieux satisfaire les nouvelles attentes de son personnel politique. La loyauté des partenaires pourrait également être remise en cause par des changements qui se vérifient au sein du champ et des institutions politiques, ce qu'Harmel et Janda qualifient d'*external stimuli* (Harmel and Janda 1994, 268). Ces changements peuvent être des événements, par exemple la perte de postes au sein du gouvernement à la suite de l'intégration d'un nouveau partenaire de coalition. Ou bien concerner la moyenne longue période, par exemple une réduction durable de la pertinence partisane. Dans ce cas, la défection pourrait représenter une stratégie pour répondre au déclin (Mair, Müller, and Plasser 2004).

Chacun des facteurs que nous venons de présenter qui affaiblissent la capacité de rétribution pourrait donc réduire la pertinence partisane. Nous sommes persuadés que la prédominance du type de compétition va influencer l'impact d'une diminution de l'autonomie des institutions régionales. En particulier, une altération aussi bien du stock de ressources que de leur usage aurait des conséquences majeures sur la capacité de rétribution partisane au sein de champs périphériques marqués par des compétitions clientélares. En outre, nous sommes également persuadés qu'un seul facteur aurait un impact modeste sur la capacité de rétribution partisane provoquant des processus de réduction de la pertinence aussi bien temporaires qu'unidimensionnels. Au contraire, l'imbrication des trois facteurs aurait un impact plus grand en provoquant des réductions durables et multidimensionnelles.

Dans les prochains paragraphes, nous nous pencherons sur l'analyse de la réduction de la pertinence régionale de l'UV.

4. Succès durables et réduction de la pertinence régionale de l'Union Valdôtaine.

Pour des raisons historiques liées à la trajectoire des institutions politico-administratives au sein de la périphérie valdôtaine, le champ politique dans lequel a évolué l'Union Valdôtaine a été caractérisé par une configuration de relations citoyen – partis politiques – institutions marqués par la prédominance de la politique clientélaire sur celle programmatique (voir K&W). L'accès et la distribution de ressources publiques ont toujours été les enjeux clés des compétitions politiques. L'UV, en tant que parti *internally mobilized* (Shefter 1993), n'a pas contribué à remettre véritablement en cause ces éléments. Pour ces raisons, nous pouvons avancer l'hypothèse que la diminution de l'autonomie des institutions régionales pourrait avoir un impact majeur sur la capacité de rétribution de l'UV en réduisant sa pertinence.

Comme nous pouvons observer à l'aide du Graphique 1, la trajectoire du Mouvement⁶ n'a pas été marquée exclusivement par des succès durables et donc la pertinence régionale du parti n'a pas été stable. En effet, entre 1949 et 1973 les succès électoraux, gouvernementaux et dans les politiques publiques obtenus par l'UV n'ont pas permis au parti d'institutionnaliser sa pertinence parce que sa capacité de rétribution était faible. Cette faiblesse était liée à une faible cohésion partisane, degré d'autonomie des institutions régionales et une augmentation de l'intégration et de la nationalisation du champ politique périphérique⁷. Cependant, à partir de 1973 l'UV a réussi à traduire ses succès en pertinence et surtout de l'institutionnaliser. Progressivement le Mouvement a acquis un rôle de plus en plus central, *pivotal* au sens de Bogaards et Boucek (2010), en devenant de manière stable le parti de majorité relative au sein des arènes électorales et législatives régionales. En outre, tout cela a permis au Mouvement de renforcer sa prédominance en contrôlant la majorité de postes gouvernementaux et en occupant constamment le poste de président de la Région⁸. Tout cela a été possible parce que le parti a été à même de stabiliser (satisfaction des attentes) et diversifier (biens collectifs et individuels, matériels et symboliques) les rétributions de ses membres et électeurs en créant un bloc historique (Mattina 2016).

[Graphique 1]

⁶ Il s'agit d'une autre manière d'appeler l'Union Valdôtaine.

⁷ Ces éléments seront analysés de manière plus fine dans un autre chapitre.

Bien que la période 1973 – 2017 ait été marquée par des succès durables, le degré de la pertinence de l'UV n'a pas été linéaire. Nous pouvons distinguer des périodes marquées par son augmentation (1973 – 1978; 1993 – 2003), sa stabilisation (1978 – 1988) et sa diminution (1988 – 1993; 2003 – 2017). En raison de notre but, dans les prochains paragraphes nous analyserons de manière plus fine les périodes caractérisées par la diminution de la pertinence. Avant tout, la reconstruction de la pertinence moyenne nous a permis de comprendre que les deux processus de réduction sont marqués par des durées différentes. La première concernant uniquement une législature peut être considérée comme temporaire. Au contraire, le deuxième processus est durable. Afin d'identifier plus finement le type de réduction, nous devons affiner notre focale en passant de la trajectoire de la pertinence moyenne à celle de ses dimensions.

Ce changement de perspective nous permet de comprendre que la première réduction intéresse uniquement la dimension exécutive est unidimensionnelle (voir Graphique 2). Vu qu'ensuite la pertinence n'a pas diminué, mais qu'elle a augmenté, nous pouvons avancer l'hypothèse que cette diminution soit liée principalement à des changements concernant les dynamiques inter-partisanes au sein de la coalition de gouvernement et pas la capacité de rétribution partisane.

[Graphique 2]

Au contraire, lors de la période 2003 – 2017, la réduction a intéressé toutes les trois dimensions de la pertinence (voir Graphique 3). Cette deuxième séquence représente donc un cas de diminution totale durable. Pour cette raison, nous pouvons avancer l'hypothèse que cette diminution soit liée à l'imbrication d'un affaiblissement de la capacité de rétribution partisane avec des changements des dynamiques inter-partisanes.

[Graphique 3]

Dans les prochains paragraphes, nous essayerons de comprendre dans quelle mesure les changements de l'autonomie régionale et les dynamiques intra et inter-partisanes ont eu un impact sur la capacité de rétribution de l'UV lors des deux périodes de réduction de la *pertinence*.

4.1 Diminution temporaire unidimensionnelle

L'autonomie des institutions régionales entre 1988 et 1993 n'a pas diminué. L'autonomie formelle est resté stable (RAI self-rule = 15 cf. Hooghe et al. 2016). Cependant, en 1989 le pouvoir de promulguer les lois électorales réglant l'accès au Conseil de la Vallée est transféré de l'État à la Région Autonome (Loi Constitutionnelle 3/1989). Pour ce qui concerne l'autonomie matérielle, le *riparto fiscale* (partage des impôts et des taxes entre la Région et l'État) approuvé par le parlement italien en 1981 avait permis une augmentation sans précédent des recettes de la Région Vallée d'Aoste (Lévêque 1995; Riccarand 2010). Entre 1978 et 1988, elles sont passées de 500 à 1300 milliards de Lires (Riccarand 2000). En particulier, cette grande disponibilité est due au fait que les 9/10 de l'IVA (TVA) sur les marchandises dédouanées sur le territoire valdôtaine finissaient dans les caisses régionales. Les accords de Maastricht qui suppriment les douanes ont privé la Région de sa recette la plus féconde. Cependant, ce changement ne contribua pas à restreindre le budget régional parce que l'État central décida d'indemniser la Région pour cette perte en transférant chaque année des ressources compensatoires (Lévêque 1995; Riccarand 2010).

La grande disponibilité de ressources et l'absence de nouvelles contraintes limitant leur exploitation a permis à l'UV de continuer à rétribuer ses électeurs (politiques distributives et interventionnisme économique régional). En outre, cette grande abondance de ressources a également permis de satisfaire les attentes des membres du parti. Les dynamiques partisans de cette époque étaient caractérisées par la prédominance du factionnalisme compétitif lequel a permis de renforcer la cohésion et stabilité de l'UV. Ces éléments ont donc contribué la stabilisation de la loyauté à l'égard du parti.

La diminution temporaire de la pertinence exécutive de l'UV n'est donc pas liée au mécontentement de ses membres et de ses électeurs, mais à l'insatisfaction croissante de ses partenaires de coalition, notamment de la section régionale de la *Democrazia Cristiana* (DC – Démocratie Chrétienne).

La DC et l'UV avaient constitué la première coalition gouvernementale au sein des institutions régionales, mais leur alliance se termina avant la fin de la première législature (1954). Les deux partis se rapprochèrent à nouveau dans les années 1970 et la DC devint le principal partenaire (minoritaire) de l'UV.

Longtemps le personnel politique de la DC a donc accepté ce rôle. Cependant, à la fin des années 1980, l'insatisfaction augmenta considérablement. Cette montée d'insatisfaction est

liée avant tout au déclin (1963 – 1973) et à la stagnation (1973 - 1988) de la pertinence de la DC (voir Graphique 4).

[Graphique 4]

La trajectoire de la DC a été intéressée par un processus de réduction de la pertinence pour trois raisons principales. Les divisions internes ont toujours caractérisé la vie de l'organisation centrale, mais également de ses sections régionales. Les dynamiques au sein de la section valdôtaine ont toujours été marquées par la compétition. Au début des années 1970 toutefois la compétition s'est transformée en conflit entre l'aile conservatrice et l'aile chrétienne sociale et régionaliste qui quitte le parti pour créer le mouvement politique des *Democratici Popolari* (Démocrates populaires). Cette scission provoqua une perte d'électeurs et de personnel politique.

L'augmentation du degré d'autonomie et la progressive dénationalisation du champ politique régional ont fragilisé le pouvoir de rétribution des électeurs du parti. En effet, pendant les années 1950 et 1960, les élus de la DC pouvaient exploiter des liens de médiations privilégiés avec le centre afin d'obtenir des emplois dans les principales entreprises publiques et parapubliques nationales actives dans la région (Martinet 2017). Les politiques distributives et l'intervention directe de la région ont contribué à régionaliser l'économie en rendant de plus en plus superflues les médiations avec les acteurs politiques et économiques du centre.

L'UV commença à éroder la base électorale démo-chrétienne. À partir de la fin des années 1970, l'UV abandonna progressivement le rôle d'entrepreneur ethnique (Türsan 1998) en privilégiant un style catch-all (Kirchheimer 1966). Ce changement élargit le *target* unioniste aux non-autochtones, aux zones urbaines et en privilégiant les classes moyennes (Sandri 2012; Bottel, Mazzoleni, and Pallaver 2016). Tout cela a favorisé la défection des électeurs, mais également du personnel politique, notamment des carriéristes⁹.

Pendant la période 1978 – 1983, la pertinence du parti se stabilisa comme celle de l'UV. Cependant, lors des élections de 1988 l'UV augmenta sa pertinence et surtout son leader Augusto Rollandin réussit à collecter 12000 voix de préférence. Le parti décida alors de poursuivre une stratégie plus radicale pour essayer de sortir de l'impasse : constituer une coalition alternative pour exclure l'UV du gouvernement régional. Pour ce faire, les dirigeants

⁹ Ces éléments ont été illustrés lors des entretiens avec ST, ancien dirigeant de la DC, et EF, militant et ancien élu de l'UV.

DC conclurent un pacte secret avec le PSI, l'ADP et le PCI, l'ennemi historique de la DC. Cette coalition réussit à exclure l'UV du gouvernement régional entre 1990 et 1992 exclusion de l'UV du gouvernement en provoquant la perte de sa pertinence exécutive. Cependant, en raison de l'hétérogénéité de ses membres, la cohésion n'était pas très stable. En 1992, le PCI décida de rompre l'accord avec ces partenaires pour constituer une nouvelle coalition avec l'UV. Ce changement a donc permis au Mouvement d'occuper à nouveau des postes au sein du gouvernement régional, mais non celui de président, en acquérant à nouveau une pertinence exécutive. Ces bouleversements n'ont pas contribué à marginaliser l'UV parce qu'ils n'ont pas été à même d'affaiblir sa capacité de rétribution.

4.2 Diminution multidimensionnelle durable

La diminution multidimensionnelle de la pertinence régionale de l'UV est caractérisée par trois phases. Dans la première (2003 - 2008), la diminution de la *pertinence* unioniste concerne uniquement la dimension exécutive (voir Graphique 3). Cette baisse est liée à l'affaiblissement de la capacité de rétribuer les membres du parti.

Ces fluctuations sont liées à l'augmentation de l'insatisfaction au sein du groupe parlementaire unioniste. Ces légères fluctuations représentent la pointe de l'iceberg d'un phénomène plus vaste : l'affaiblissement de la capacité de rétribution des membres, en particulier des plus ambitieux, de l'UV.

Cette baisse est liée avant tout à la « saturation » des postes. En effet, les membres de l'UV occupent désormais la plupart des postes de pouvoir les plus convoités au sein des institutions régionales, communales et para-régionales.

Tout cela a donc contribué à augmenter leur accessibilité (Borchert 2011) en transformant les postes en ressources rares. Pour cette raison, les relations entre factions sont devenues de plus en plus concurrentielles. En même temps, après une décennie marquée par l'absence d'une faction ayant la force pour imposer son hégémonie, le début des années 2000 a été marqué par l'ascension de la faction de Rollandin.

Ces éléments ont contribué à rendre de plus en plus difficile la distribution de postes et ressources parmi les principales factions et leaders de l'UV en augmentant l'insatisfaction au sein du Mouvement. Certains leaders décidèrent alors de quitter l'UV parce que le Mouvement s'était désormais éloigné de ses « vrais objectifs » en dénonçant aussi l'autoritarisme et les pratiques clientélares de Rollandin. Cette vague de défection a été suivie par la création de

deux nouveaux mouvements régionalistes : Vallée d'Aoste Vive (2005) et Renouveau Valdôtain (2008) qui ensuite fusionnèrent en créant Autonomie Liberté Participation Ecologie (ALPE – 2010) (Bottel 2012). La défection de ces anciens leaders unioniste déclencha une vague d'effervescence au sein du champ politique valdôtain, mais aussi au sein du Mouvement. Cependant, quand les élections régionales se rapprochèrent, la faction de Rollandin trouva à nouveau une entente avec la faction de Viérin, sa principale antagoniste. Tout cela a permis à l'UV limiter les dégâts en perdant seulement un siège au sein du Conseil Régional. Cette perte implique une diminution de la pertinence du parti, mais pas une remise en cause de son statut prédominant. La diminution a été modeste parce que l'insatisfaction a concerné principalement les membres de factions marginales lesquels ont pu mobiliser uniquement le soutien de leurs supporteurs. Au contraire, la plupart des électeurs de l'UV sont restés loyaux au parti et à son leader Rollandin parce que sa capacité de rétribution n'avait pas été remise en cause.

Dans la deuxième phase du processus (2008 – 2017), la diminution a concerné toutes les trois dimensions de la pertinence de l'UV. À différence de la phase précédente, cette fois l'incapacité de satisfaire les attentes concerne aussi bien les membres que les électeurs. La défection de ses acteurs est liée à l'enchevêtrement de la diminution de l'autonomie régionale avec l'instabilité des relations aussi bien intra qu'inter-partisanes.

L'autonomie des institutions politico-administratives valdôtaines après une période marquée par la consolidation diminue parce que l'asymétrie entre autonomie formelle et matérielle augmente. Le pouvoir formel de la Région Autonome Vallée d'Aoste après son augmentation en 2001 reste constant (RAI *self-rule* = 15 Hooghe et al. 2016). Au contraire, les ressources régionales sont marquées par une contraction. Tout cela est lié à l'imbrication de plusieurs facteurs. Dès le début des années 2000, l'État central a transféré les frais de gestions de certains services publics, par exemple la santé, l'éducation et les transports, aux Régions, sans les doter de nouvelles ressources pour aider les Régions à assurer ces services. En outre, le nouvel accord sur le partage des impôts et des taxes entre Région et État a comporté la réduction progressive et l'élimination en 2017 de l'indemnité introduite pour compenser la perte de la TVA sur l'import (Piccinno 2015). Enfin, la crise financière internationale de 2007 a eu un impact très important aussi bien sur l'économie que sur le système politique italien. Afin de réduire la dette de l'État, le respect de l'équilibre budgétaire a été introduit par le gouvernement Monti dans la Constitution. Progressivement, le respect de cette règle a été imposé aux institutions territoriales : dans un premier temps aux Régions ordinaires et dans

un deuxième temps à celles autonomes, comme le Val d'Aoste. Ces changements ont donc modifié la marge de manœuvre des gouvernements régionaux. Au Val d'Aoste, les gouvernements dirigés par l'UV ont inauguré un nouvel agenda de politiques publiques qui vise la réduction des dépenses en restructurant le système de *welfare* et en diminuant l'interventionnisme économique régional.

La diminution de l'autonomie régionale a eu des impacts également sur les dynamiques au sein du Mouvement en favorisant le factionnalisme dégénératif. En effet, après la parenthèse de 2007 – 2008, la faction de Rollandin recommença à occuper systématiquement les postes clés aussi bien au sein du parti que des institutions régionales en marginalisant la faction de Viérin. La concentration du pouvoir dans les mains de la faction de Rollandin lui a permis de monopoliser aussi bien l'exploitation que le partage des ressources disponibles, lesquelles, comme nous venons de le voir, avaient diminué. Ces dynamiques provoquèrent la défection de certains des leaders et des membres de la faction de Viérin qui décidèrent d'intégrer la faction dominante. Bien que tout cela ait rendu la faction de Viérin minoritaire, l'insatisfaction pour cette marginalisation dans un premier temps favorisa la prise de parole.

En effet, les membres de cette faction refusèrent l'idée d'élire le président de l'UV par acclamation en proposant une candidature alternative. Ils exprimèrent leur opposition à une prédominance du pragmatisme sur les positions idéologiques dans le choix des partenaires de coalition, notamment dans le cas de l'alliance avec le Popolo Delle Libertà (PDL) de Berlusconi (voir après). En outre, ils organisèrent des séances publiques afin de dénoncer la crise des partis (source). Ces éléments n'ont pas permis à la faction de Viérin de gagner un soutien plus large au sein du parti. Cependant, l'insatisfaction à l'égard de l'UV et de son leader commença à augmenter parmi les élus locaux parce que le nouvel agenda de politiques publiques avait provoqué une réduction des ressources destinées aux administrations locales.

En 2012, après les échecs de la prise de parole, la faction de Viérin décide alors d'opter pour la défection. En novembre 2012, les électeurs valdôtains étaient appelés à décider s'il était nécessaire de modifier la nouvelle loi régionale sur la gestion des déchets afin d'empêcher la pyrogazéification. Vu que la loi avait été élaborée par les élus unionistes, les organes de directions du Mouvement, contrôlés par la faction de Rollandin, invitèrent les membres, les électeurs et les sympathisants de l'UV à l'abstention afin de ne pas atteindre le quorum (Perron 2012b; 2012a). Le quorum fut atteint et les Valdôtains refusèrent la pyrogazéification. Ce résultat a été possible parce que les membres de la faction de Viérin n'ont pas respecté la discipline partisane en participant au vote. En effet, dans leurs fiefs le

taux de participation a été très élevé (Mammoliti and Macchiavello 2017). Cet événement peut être considéré comme une sorte de test pour sonder l'insatisfaction au sein du parti. Après quelques jours, Laurent Viérin, fil du leader de la faction, démissionna de son poste d'assesseur à l'éducation (Chatrian 2017). Au début 2013, la faction décida de quitter le Mouvement pour créer son propre parti : l'Union Valdôtaine Progressiste (UVP).

L'enchevêtrement de la diminution de l'autonomie régionale avec le factionnalisme dégénératif en réduisant la capacité de rétribution des membres de l'UV a donc favorisé leur défection. En outre, le changement de l'agenda des politiques publiques et l'émergence d'un nouveau compétiteur régionaliste mettant en cause le leadership de Rollandin, mais également son agenda, mais non ses pratiques, favorisèrent la défection d'une partie des électeurs de l'UV. Ces éléments ont provoqué une réduction de la pertinence de l'UV (2013), mais le parti a quand même réussi à sauvegarder sa centralité. Cependant, le mécontentement a commencé à monter auprès de la *Stella Alpina* (SA - Edelweiss), le principal partenaire de gouvernement de l'UV. En particulier, *Stella Alpina* ne partageait pas le pragmatisme unioniste, notamment dans la gestion de la coalition gouvernementale.

Un style extrêmement pragmatique a toujours caractérisé Rollandin et sa faction. Quand ses derniers ont acquis l'hégémonie au sein du Mouvement, le pragmatisme a commencé à caractériser les stratégies unionistes surtout dans le choix de ses partenaires de coalition. C'est en suivant cette logique que l'UV commença à cultiver des liens privilégiés avec les partis contrôlant la coalition de gouvernement nationale afin de renforcer son pouvoir de négociation pour essayer de limiter et sauvegarder l'autonomie des institutions régionales. Cette stratégie à partir de 2010 rapprocha l'UV du PDL de Berlusconi. Dans ce cas, elle créa les conditions pour la prise de parole de la faction de Viérin. Pour ces derniers cette alliance était un paradoxe vu qu'au sein du PDL il y avait d'anciens fascistes et le centralisme était dominant. Cette alliance comporta l'intégration des élus de la section régionale du PDL dans la coalition de majorité au sein du Conseil de la Vallée. Cette alliance avait élargi la coalition sans remettre en cause le partage des postes de pouvoir. Pour cette raison, elle ne diminua pas la loyauté de *Stella Alpina*.

Au contraire pendant la législature commencée en 2013 les relations entre partenaires devinrent plus tendues parce que la coalition a été intéressée par deux élargissements. Le premier se vérifia en 2015, l'UV se rapprocha du Partito Democratico (PD – Parti Démocrate) de Renzi (Redazione newsvda 2015) afin de négocier une plus grande souplesse dans le respect du pacte de stabilité, mais également pour empêcher la privatisation forcée du secteur

hydroélectrique régional, lequel représente une des plus importantes sources pour les caisses régionales. Ce rapprochement a comporté l'intégration des élus de la section régionale du PD au sein de la coalition, mais également une redistribution des postes de gouvernement. Aucun des élus de l'UV ne renonça à son poste, au contraire, Marquis (*Stella Alpina*) démissionna pour permettre à Donzel (PD) d'occuper le poste d'assesseur aux activités productives. Cet élément augmenta le mécontentement de *Stella Alpina* parce que déjà en 2014 lors d'une redistribution des postes de gouvernement un de ses élus avait été forcé à démissionner.

Le deuxième élargissement de la coalition s'est vérifié en 2016 quand l'UVP a intégré la coalition UV – SA – PD (Riccio 2016). Un des enjeux clés de cette nouvelle alliance était celui de réformer la loi électorale régionale. L'élargissement permettait en effet d'atteindre la majorité qualifiée nécessaire pour approuver les changements des règles du jeu électoral. Comme lors du cas précédent, l'élargissement a été suivi par une redistribution des postes de gouvernements. Cette fois, Fosson (UV) fut remplacé par Viérin (UVP). En outre, l'UVP a acquis également le contrôle de la présidence du Conseil Régional au détriment de la *Stella Alpina*. Ce nouveau « sacrifice » de *Stella Alpina* brisa la confiance à l'égard de l'UV en favorisant sa défection (Savoie 2017a). *Stella Alpina* décida de constituer une nouvelle coalition avec UVP, ALPE et Pour Notre Vallée (PNV - Groupe parlementaire né d'une scission de l'UV en 2016). Suite à ces changements, le 10 mars 2017 l'UV a été exclue du gouvernement et un nouveau gouvernement régional présidé par Marquis (SA) est entré en fonction (Savoie 2017b).

Vu que le processus de diminution de la pertinence de l'UV est en cours, il n'est pas encore possible de comprendre dans quelle mesure ce changement des dynamiques inter-partisanes, rappelant celle de 1990, pourrait diminuer la capacité de rétribution de l'UV. Pour répondre à cette question, nous devons attendre les élections régionales prévues pour 2018.

5. Conclusion

Dans ce papier nous avons avant tout essayé de mieux articuler le concept d'insuccès. Pour ce faire nous l'avons qualifié comme la réduction de la pertinence acquise par un parti politique. En particulier, nous nous sommes concentrés sur le cas de la réduction de la pertinence des partis régionalistes caractérisés par des succès durables à l'échelle régionale. Notre but était de comprendre dans quelle mesure la diminution de l'autonomie des institutions régionales et les changements des dynamiques intra et inter-partisanes provoquerait une réduction de leur

pertinence. Ces facteurs seraient en effet susceptibles d'affaiblir de manière plus au moins directe la capacité de rétribution d'un parti marqué par des succès durables.

Pour trouver une réponse à notre questionnement nous avons analysé le cas de l'Union Valdôtaine. L'analyse menée nous a permis de comprendre que la trajectoire de l'UV a été caractérisée par deux types de processus de réduction de sa pertinence.

La diminution unidimensionnelle temporaire de la pertinence de l'UV (1988 – 1993) a été provoquée par une modification des rapports inter-partisans qui ont favorisé la défection de son principal partenaire de coalition. Pour cette raison, cette diminution concerne uniquement la diminution de la pertinence exécutive de l'UV. En outre, elle a été temporaire parce que la capacité de rétribution du parti n'a pas été affaiblie et donc lors des élections suivantes l'UV a été à même de satisfaire les attentes aussi bien de ses membres que de ses électeurs. Ces éléments nous permettent donc de valider notre première hypothèse.

La diminution multidimensionnelle durable de la pertinence de l'UV (2003 – 2017) a été provoquée par une imbrication de la diminution de l'autonomie régionale et des changements des dynamiques intra et inter-partisanes. Tout cela dans a donc affaiblis la capacité de rétribution aussi bien des membres que des électeurs du parti. En outre, les choix stratégiques unionistes ont aussi augmenté le mécontentement auprès de son principal partenaire de coalition en favorisant sa défection. Ces éléments nous autorisent donc à considérer comme validée notre deuxième hypothèse.

6. Références bibliographiques

- Bennani-Chraïbi, Mounia. 2010. "Exit, voice, loyalty." In *Dictionnaire des mouvements sociaux*, by Olivier Fillieule, Mathieu Lilian, and Cécile Péchu. Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.). http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=SCPO_FILLI_2009_01_0228.
- Bogaards, Matthijs, and Françoise Boucek. 2010. *Dominant Political Parties and Democracy: Concepts, Measures, Cases and Comparisons*. Routledge.
- Borchert, Jens. 2011. "Individual Ambition and Institutional Opportunity: A Conceptual Approach to Political Careers in Multi-Level Systems." *Regional & Federal Studies* 21 (2): 117–40. doi:10.1080/13597566.2011.529757.
- Bottel, Maxime. 2012. "Far Politica in Val d'Aosta." Master dissertation, Torino: Università degli studi di Torino.
- Bottel, Maxime, Oscar Mazzoleni, and Günther Pallaver. 2016. "Are Government Regionalist Parties Mainstream Parties? A Comparison of the Südtiroler Volkspartei, the Union Valdôtaine, and the Lega Dei Ticinesi." *Contemporary Italian Politics*, June, 1–20. doi:10.1080/23248823.2016.1193953.
- Boucek, Françoise. 2009. "Rethinking Factionalism Typologies, Intra-Party Dynamics and Three Faces of Factionalism." *Party Politics* 15 (4): 455–85. doi:10.1177/1354068809334553.

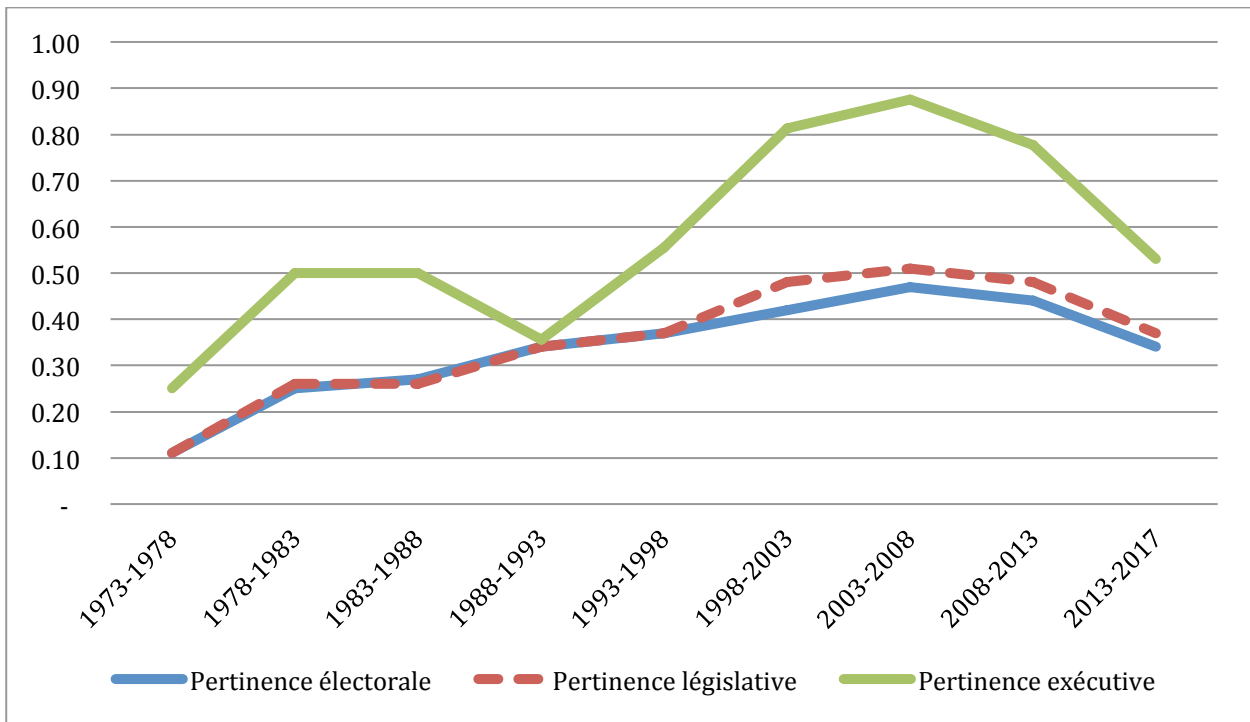
- . 2012. *Factional Politics*. London: Palgrave Macmillan UK.
- Chatrian, Andrea. 2017. "Terremoto nell'Uv, Si è Dimesso Viérin." *LaStampa.it*. Accessed March 20. <http://www.lastampa.it/2012/11/27/edizioni/aosta/terremoto-nell-uv-si-e-dimesso-vierin-FM6v7uXWT2zQNbTaV5Aj5I/pagina.html>.
- Deschouwer, Kris. 2008. *New Parties in Government: In Power for the First Time*. Routledge.
- . 2009. "The Rise and Fall of the Belgian Regionalist Parties." *Regional & Federal Studies* 19 (4-5): 559–77. doi:10.1080/13597560903310279.
- De Winter, Lieven, and Huri Türsan, eds. 1998. *Regionalist Parties in Western Europe*. Taylor & Francis.
- Elias, Anwen, and Filippo Tronconi, eds. 2011a. *From Protest to Power. Autonomist Parties and the Challenges of Representation*. Wien: Braumüller.
- . 2011b. "From Protest to Power: Autonomist Parties in Government." Edited by Duncan McDonnell and James L. Newell. *Party Politics* 17 (4): 505–24. doi:10.1177/1354068811400528.
- Gaxie, Daniel. 1977. "Économie des partis et rétributions du militantisme." *Revue française de science politique* 27 (1): 123–54. doi:10.3406/rfsp.1977.393715.
- . 2005. "Rétributions Du Militantisme et Paradoxes de L'action Collective." *Swiss Political Science Review* 11 (1): 157–88. doi:10.1002/j.1662-6370.2005.tb00051.x.
- Greene, Kenneth F. 2007. *Why Dominant Parties Lose: Mexico's Democratization in Comparative Perspective*. Cambridge University Press.
- Harmel, Robert, and Kenneth Janda. 1994. "An Integrated Theory of Party Goals and Party Change." *Journal of Theoretical Politics* 6 (3): 259–87. doi:10.1177/0951692894006003001.
- Haute, Emilie Van, and Jean-Benoit Pilet. 2006. "Regionalist Parties in Belgium (VU, RW, FDF): Victims of Their Own Success?" *Regional & Federal Studies* 16 (3): 297–313. doi:10.1080/13597560600852474.
- Hepburn, Eve. 2009. "Explaining Failure: The Highs and Lows of Sardinian Nationalism." *Regional & Federal Studies* 19 (4-5): 595–618. doi:10.1080/13597560903310378.
- Hirschman, Albert O. 1970. *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*. Harvard University Press.
- Hooghe, Liesbet, Gary N. Marks, and Arjan H. Schakel. 2010. *The Rise of Regional Authority: A Comparative Study of 42 Democracies*. Routledge.
- Hooghe, Liesbet, Gary Marks, Arjan H. Schakel, Sandra Chapman Osterkatz, Sara Niedzwiecki, and Sarah Shair-Rosenfield. 2016. *Measuring Regional Authority: A Postfunctionalist Theory of Governance*. Oxford University Press.
- Keating, Michael. 1992. "Regional Autonomy in the Changing State Order: A Framework of Analysis." *Regional Politics and Policy* 2 (3): 45–61. doi:10.1080/13597569208420848.
- . 2000. *The New Regionalism in Western Europe: Territorial Restructuring and Political Change*. Edward Elgar.
- Kirchheimer, Otto. 1966. "The Transformation of the Western European Party Systems." In *Political Parties and Political Development*, by Joseph LaPalombara and Myron Weiner, 177–200. Princeton: Princeton University Press.
- Kitschelt, Herbert, and Steven I. Wilkinson. 2007. *Patrons, Clients and Policies: Patterns of Democratic Accountability and Political Competition*. Cambridge University Press.
- Lévêque, Massimo. 1995. "La Valle d'Aosta: Un Modello Di Sviluppo Economico « Regione-centrico »." In *La Valle d'Aosta*, edited by Stuart J. Woolf, 847–900. Storia d'Italia. Le Regioni dall'Unità a Oggi. Torino: Einaudi.
- Loughlin, John. 2000. "Regional Autonomy and State Paradigm Shifts in Western Europe." *Regional & Federal Studies* 10 (2): 10–34. doi:10.1080/13597560008421118.

- Lowi, Theodore J. 1972. "Four Systems of Policy, Politics, and Choice." *Public Administration Review* 32 (4): 298–310. doi:10.2307/974990.
- Lublin, David. 2014. *Minority Rules: Electoral Systems, Decentralization, and Ethnoregional Party Success*. Oxford University Press.
- Mair, Peter, Wolfgang C. Müller, and Fritz Plasser. 2004. *Political Parties and Electoral Change: Party Responses to Electoral Markets*. SAGE.
- Mammoliti, Daniele, and Macchiavello. 2017. "Pirogassificatore, Stravince Il 'Si' Il 94 per Cento Dice 'No' All'impianto." *LaStampa.it*. Accessed March 20. <http://www.lastampa.it/2012/11/18/edizioni/aosta/pirogassificatore-stravince-il-si-il-per-cento-dice-no-all-impianto-PbfdeMxIq2xv1jHKmnyb0/pagina.html>.
- Martinet, Enrico. 2017. "Quando La Cogne Era Un Feudo Della Dc." *LaStampa.it*. Accessed March 20. <http://www.lastampa.it/2016/09/27/edizioni/aosta/quando-la-cogne-era-un-feudo-della-dc-VmFayzVRYt1HYNLzeZnFjI/pagina.html>.
- Massetti, Emanuele, and Arjan H. Schakel. 2013. "Ideology Matters: Why Decentralisation Has a Differentiated Effect on Regionalist Parties' Fortunes in Western Democracies." *European Journal of Political Research* 52 (6): 797–821. doi:10.1111/1475-6765.12015.
- Mattina, Cesare. 2016. *Clientélismes urbains: Gouvernement et hégémonie politique à Marseille*. Presses de Sciences Po.
- Mazzoleni, Oscar, and Sean Mueller. 2016. *Regionalist Parties in Western Europe: Dimensions of Success*. Routledge.
- Mueller, Sean. 2015. *Theorising Decentralisation. Comparative Evidence from Sub-National*. ECPR Press.
- Müller, Wolfgang C., and Kaare Strøm. 1999. *Policy, Office, Or Votes?: How Political Parties in Western Europe Make Hard Decisions*. Cambridge University Press.
- Perron, Ego. 2012a. "Référendum: L'abstentionnisme a Un Sens." *Le Peupe Valdôtain*, November 8.
- . 2012b. "Référendum: Ayez Confiance En Nous !" *Le Peupe Valdôtain*, November 15.
- Piccinno, Lorenzo. 2015. *C'era una volta mamma Regione. Dalla pioggia di miliardi all'«attacco all'autonomia»*. END Edizioni Non Deperibili.
- Redazione newsvda. 2015. "Consiglio Valle: Oggi Pd Entra in Maggioranza." *Gazzettamatin.com*. juillet. <http://www.gazzettamatin.com/news/consiglio-valle-oggi-pd-entra-in-maggioranza>.
- Riccarand, Elio. 2000. "I Soldi Della Regione." In *I Nodi Della Politica Valdostana*, by Marco Cuaz, 78. Châtillon: Cervino.
- . 2010. *Storia Della Valle d'Aosta Contemporanea: Dall'ordinamento Finanziario Del 1981 Al Federalismo Fiscale Del 2009*. Aosta: Stylos.
- Riccio, Massimiliano. 2016. "UVP in Maggioranza, Domani L'elezione Del Nuovo Assessore Alla Sanità E Del Presidente Del Consiglio." *Aostasera.it*. juin. <http://www.aostasera.it/articoli/uvp-in-maggioranza-domani-lelezione-del-nuovo-assessore-alla-sanita-e-del-presidente-del-consiglio>.
- Sandri, Giulia. 2012. "Ethno-Linguistic Identity and Party Politics in the Aosta Valley." *Ethnopolitics* 11 (3): 287–317. doi:10.1080/17449057.2011.561990.
- Sartori, Giovanni. 2011. *Partis et Systèmes de Partis. Un Cadre D'analyse*. Bruxelles: Editions de l'Université de Bruxelles.
- Savoie, Silvia. 2017a. "Crisi in Regione, La Stella Alpina Sposa La Linea Del Ribaltone." *Aostasera.it*. March 4. <http://www.aostasera.it/articoli/crisi-in-regione-la-stella-alpina-sposa-la-linea-del-ribaltone>.

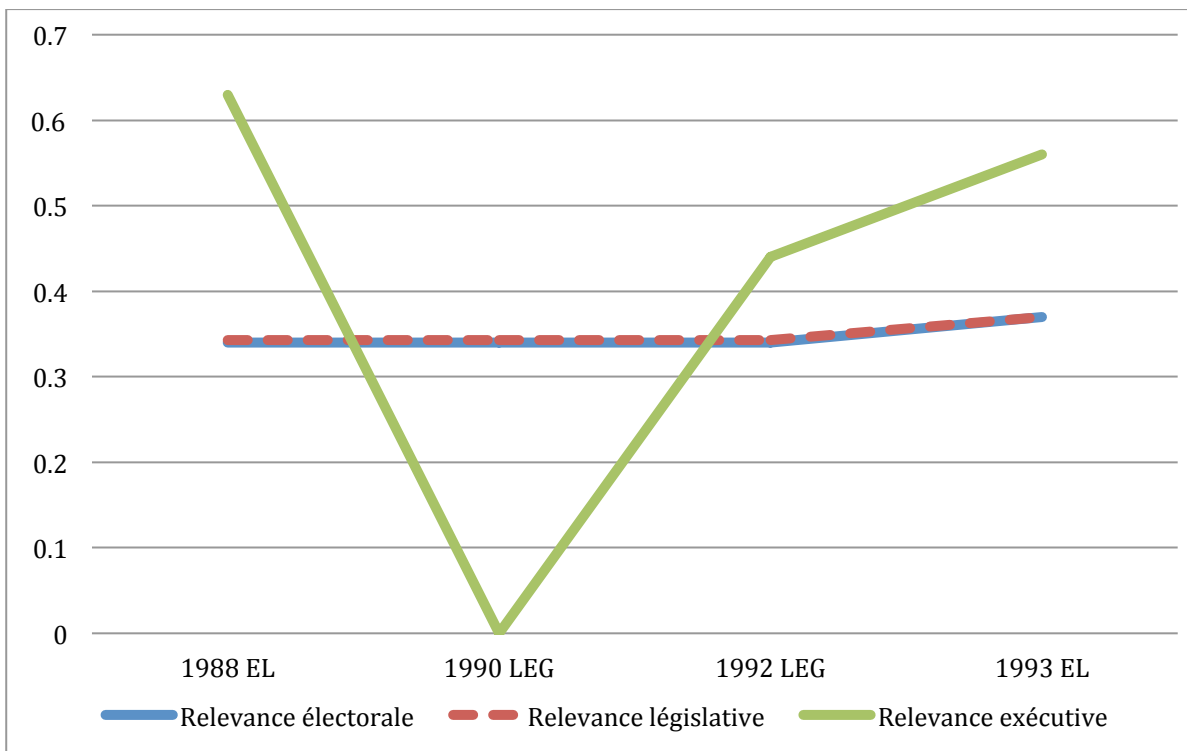
- . 2017b. “Il Ribaltone Supera La Prova Dell’aula: Pierluigi Marquis è Il Nuovo Presidente Della Regione.” March 10. <http://www.aostasera.it/articoli/il-ribaltone-supera-la-prova-dellaula-pierluigi-marquis-e-il-nuovo-presidente-della-regione>.
- Seiler, Daniel-Louis. 1982. *Les Partis Autonomistes*. Presses universitaires de France. <https://www.librairie-plumeetfabulettes.fr/livre/495820-les-partis-autonomistes-daniel-louis-seiler-presses-universitaires-de-france>.
- Shefter, Martin. 1993. *Political Parties and the State: The American Historical Experience*. Princeton University Press.
- Swenden, W. 2006. *Federalism and Regionalism in Western Europe: A Comparative and Thematic Analysis*. Springer.
- Türsan, Huri. 1998. “Introduction. Ethnoregionalist Parties as Ethnic Entrepreneurs.” In , edited by Lieven De Winter and Huri Türsan. Taylor & Francis.
- Urwin, Derek W. 1983. “Harbinger, Fossil or Fleabite? «Regio- Nalism» and the West European Party Mosaic.” In *Western European Party Systems: Continuity & Change*, edited by Hans Daalder and Peter Mair, 221–56. Beverly Hill: SAGE Publications.

Listes des graphiques

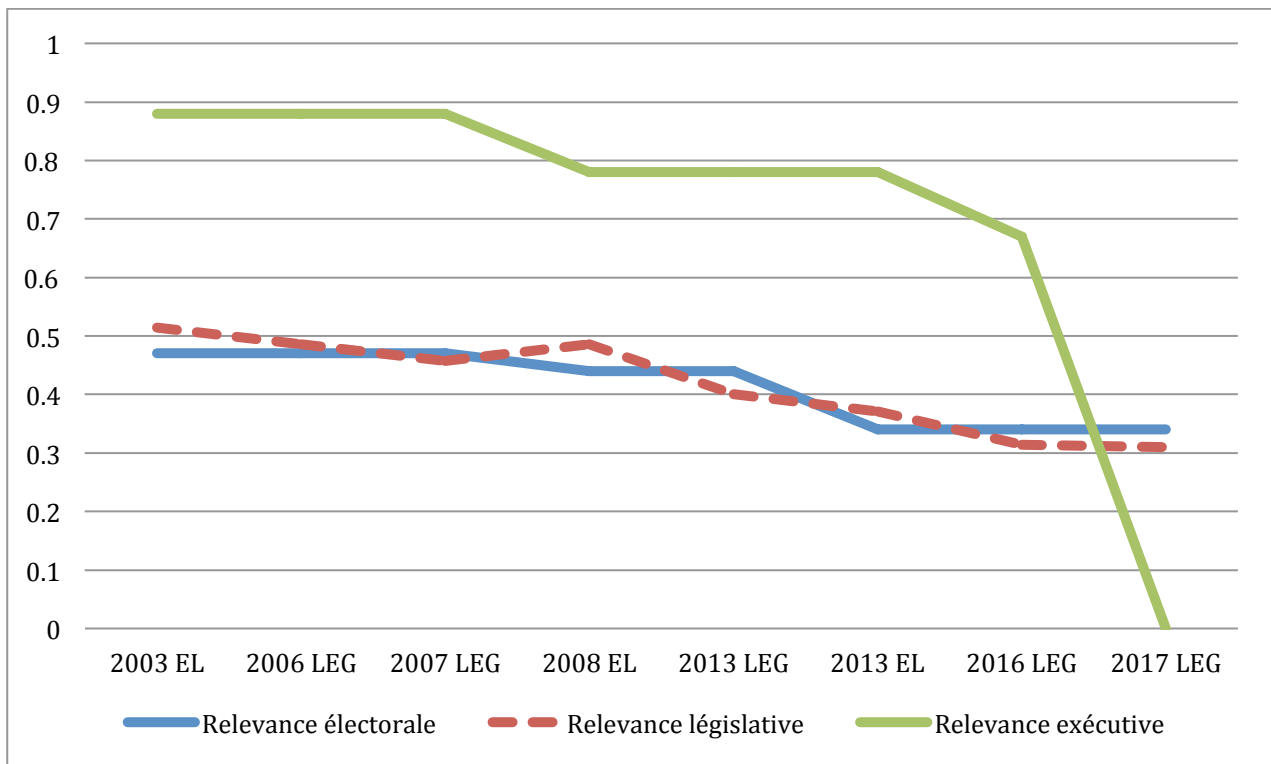
Graphique 1 - Trajectoire de la pertinence régionale moyenne de l'UV (1973 - 2017)



Graphique 2 - Diminution temporaire unidimensionnelle de la pertinence régionale de l'UV (1988 - 1993)



Graphique 3 - Diminution durable multidimensionnelle de la pertinence régionale de l'UV (2003 - 2017)



Graphique 4 - Trajectoire des dimensions de la pertinence régionale de la DC (1949 - 1988)

